

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt mars, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Saint-Fulgent – Les Essarts, dûment convoqué le 13 mars 2025, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacky DALLEY, Président.

Date d'affichage de la convocation : 13 mars 2025

Présents : **Bazoges-en-Paillers** : Jean-François YOU – **Les Brouzils** : Jacqueline BLAIN, Pascal CAILLE, Emilie DUPREY – **Chauché** : Alain BONNAUD, Christian MERLET – **Chavagnes-en-Paillers** : Xavier BILLAUD, Annie MICHAUD – **Essarts en Bocage** : Marie CHARDONNEAU, Christophe ENFRIN, Caroline GILBERT, Lucie LUCAS, Joël MERCIER, Ghislaine ROUSSEAU – **La Merlatière** : Philippe BELY – **L'Oie** : Jean-Pierre RATOUIT – **La Rabatelière** : Jérôme CARVALHO – **Saint-André-Goule-d'Oie** : Jacky DALLEY, Catherine SOULARD – **Sainte-Florence** : Christelle GRÉAU – **Saint-Fulgent** : Marylène DRAPEAU, Hugo FRANCOIS, Jean-Luc GAUTRON, Sophie MANDIN.

Excusés : **Chauché** : Myriam BARON pouvoir à Christian MERLET – **Chavagnes-en-Paillers** : Eric SALAÜN pouvoir à Xavier BILLAUD, Stéphanie VALIN pouvoir à Annie MICHAUD – **La Copechagnière** : Annie NICOLLEAU pouvoir à Jacky DALLEY – **Essarts en Bocage** : Frédéric ALTARE pouvoir à Caroline GILBERT, Nathalie BODET.

Secrétaire de séance : Émilie DUPREY

En exercice : 30

Présents	20 Rapports 1 à 7	23 Rapports 8 à 14	24 Rapports 15 à 20
Votants	25	28	29

Quorum : 16

La séance est ouverte à 18h47.

Monsieur DALLEY donne lecture des membres excusés et ayant donné pouvoir.

Après ouverture de la séance du Conseil communautaire par Monsieur le Président, il est proposé de nommer Emilie DUPREY, secrétaire de séance.

Rapport n° 1 : Approbation du procès-verbal du conseil communautaire du 13 février 2025

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la réunion du Conseil communautaire, en séance publique, du 13 février 2025.

Aménagement - urbanisme

Rapport n° 2 : Révision allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Habitat – Absence de réalisation d'une évaluation environnementale

Rappel des objectifs de la révision allégée n°3

La procédure de révision allégée n°3 consiste en la mise à jour de plusieurs études de dérogation « Loi Barnier » existantes et en l'intégration de nouvelles études sur des secteurs qui n'avaient pas été intégrés lors de l'élaboration du PLUiH. Elles répondent aux conditions fixées par l'article L111-8 du Code de l'urbanisme.

Examen au cas-par-cas – MRAe

Conformément aux articles R104-33 à 37 du Code de l'urbanisme, la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts a saisi le 27/12/2024 la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) des Pays de la Loire, qui a disposé de deux mois pour rendre son avis.

Par avis réputé favorable sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale, du 28/02/2025, la MRAe a estimé que le projet de révision allégée n°3 du PLUiH :

- N'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine
- N'était donc pas soumis à évaluation environnementale

Aussi, conformément à l'article R104-33 du Code de l'urbanisme, la Communauté de communes doit rendre une décision sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale de cette procédure.

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R104-33 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat, approuvé le 19 décembre 2019, et ses évolutions ;

- Vu la délibération communautaire n°186-24 du 27/06/2024 prescrivant la révision allégée n°3 du PLUiH ;
- Vu la délibération communautaire n°331-24 du 19/12/2024 procédant à l'arrêt de la procédure et tirant le bilan de la concertation mise en œuvre ;
- Vu le dossier de révision allégée n°3 du PLUiH transmis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale pour instruction ;
- Vu l'avis réputé favorable n°PDL000557/KKACPLU du 28/02/2025 rendu par la Mission Régionale d'Autorité environnementale ci-annexé ;

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De prendre acte de l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale de la procédure de révision allégée n°3 du PLUiH, tel qu'indiqué dans l'avis de la MRAe,
- De décider, en conséquence, de ne pas réaliser une telle évaluation,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer tout document concernant cette procédure et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

Habitat

Rapport n° 3 : Attribution des primes « Mise en conformité assainissement autonome »

Attribution :

Dans sa séance du 28 janvier 2025, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat » a émis un avis favorable sur **3 dossiers** pour un montant total de **2 400 €**.

Demandeur	Adresse des travaux	Travaux effectués	Montant des travaux	Montant prime
GAUTIER Bastien				800 €
REZEAU Christian				800 €
BOSSARD Laetitia				800 €
		Total	30 117 €	2 400 €

Sur un budget prévisionnel pour 2025 de 28 000 €, le montant disponible après ces dernières attributions est de 25 600 €.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « mise en conformité assainissement autonome » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

Rapport n° 4 : Attribution des primes « Travaux d'économie d'énergie »

Attribution :

Dans sa séance du 28 janvier 2025, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat » a émis un avis favorable sur 18 dossiers pour un montant total de 15 500 € (Niveau 1 : 14 dossiers – Niveau 2 : 4 dossiers).

Demandeur	Adresse des travaux	Travaux effectués	Montant estimatif travaux TTC	Montant prime
GODARD Frédéric et ROY Magali				250 €
GILBERT Marie-Paule				250 €
NEVEU Florian				3 000 €
GAUTIER Bastien				3 000 €
POIRON Jean-Claude et Claudine				250 €
LEVEAU Samuel et Florence				250 €
COSSARD Michel et Madeleine				250 €
DROUIN Anne-Marie				250 €
DOUTEAU Marie-Colette				250 €
GUILLEMET Thierry et Elisabeth				250 €
LUREL Nathalie et Sébastien				3 000 €
PIVETEAU Guy				250 €
ROUX Yannick				250 €

MICHAUD Olivier et Valérie			250 €
CHAVENEAU Alex et Claire			250 €
AMIAUD Fabrice et Nafisath			3 000 €
CHARRIER Philippe et GILBERT Nadine			250 €
WOLTZ Stephane			250 €
		Total	420 545 €
			15 500 €

Sur un budget prévisionnel pour 2025 de 122 500 €, le montant disponible après ces dernières attributions est de 107 000 €.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « travaux d'économie d'énergie » susvisées,
- D'autoriser le Président à procéder au versement après la réalisation des travaux.

Habitat

Rapport n° 5 : Attribution des primes « Rénover accessible »

Attribution :

Dans sa séance du 28 janvier 2025, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat » a émis un avis favorable sur 3 dossiers représentant un montant total de 2 385 €.

Demandeur	Adresse des travaux	Travaux effectués	Montant estimatif des travaux	Montant prime
BROCHET Pierre				385 €
BESSON Gilles et Véronique				1 000 €
AMIAUD Marylène et SORIN Damien				1 000 €
		Total	8 205 €	2 385 €

Sur un budget prévisionnel pour 2025 de 15 000 €, le montant disponible après ces dernières attributions est de 12 615 €.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « rénover accessible » susvisées,
- D'autoriser le Président à procéder au versement après la réalisation des travaux.

Habitat

Rapport n° 6 : Attribution de primes « Rénovation des façades »

Dans sa séance du 28 janvier 2025, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat » a émis un avis favorable sur 8 dossiers représentant un montant total de 8 800 €.

Demandeur	Adresse des travaux	Travaux effectués	Montant estimatif travaux TTC	Montant prime
DOUILLARD Christian				1 600 €
CHATON Rémy				800 €
DAVESNE Thibault				800 €
QUELLEUX Gwenaël				800 €
SCI CDG GOBIN Damien				1 600 €
DIGUET Luc				1 600 €
AMIAUD Marylène et SORIN Damien				800 €
BERIEAU Jean-Pierre				800 €
		TOTAL	128 466 €	8 800 €

Sur un budget prévisionnel pour 2025 de 64 000 €, le montant disponible après cette dernière attribution est de 55 200 €.

Concernant les deux logements qui bénéficient d'une prime des 1 600 €, ces derniers entrent dans le périmètre prioritaire défini par la commune.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « rénovation des façades » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

Habitat

Rapport n° 7 : Attribution des primes « Propriétaires Bailleurs »

Attribution :

Dans sa séance du 28 janvier 2025, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat » a émis un avis favorable sur 2 dossiers pour un montant total de 3 000 €.

Demandeur	Adresse des travaux	Travaux effectués	Montant des travaux	Montant prime
SCI Daniline				1 500 €
DEROULERS Fanny et Benjamin				1 500 €
Total			142 548 €	3 000 €

Sur un budget prévisionnel pour 2025 de 16 500 €, le montant disponible après cette dernière attribution est de 13 500 €.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « Propriétaires Bailleurs » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

18h52 : arrivée de Monsieur MERCIER et Mesdames CHARDONNEAU et ROUSSEAU

Rapport n° 8 : Demande d'autorisation environnementale relative à la mise à jour du plan d'épandage d'un élevage avicole situé « les Petites Roussières » - commune des Essarts-en-Bocage

Le Code de l'Environnement prévoit que les installations agricoles d'une certaine importance doivent, avant leur mise en service, faire l'objet d'une autorisation prise sous la forme d'un arrêté préfectoral qui fixe les dispositions que l'exploitant devra respecter pour assurer la protection de l'environnement.

Installé sur la commune de Chauché, le GAEC BARON BERTHOME composé de deux associés est une exploitation créée en 1986 spécialisée dans l'élevage avicole. Elle s'étend sur une surface agricole de 203 ha et exerce une activité d'élevage de volailles sur trois sites :

- La Limouzinière – Chauché
- La Grande Métairie – Chauché
- Les Petites Roussières – Essarts-en-Bocage

Le projet concerne le site d'élevage « Les Petites Roussières », autorisé aux titres de la rubrique n°3660.a de la directive relative aux émissions industrielles IED, par arrêté de Prescriptions spéciales (acquis au bénéfice de droits) du 6 juin 2008, à élever un maximum de 62 400 emplacements de volailles (62 400 animaux-équivalents correspondant à 62 400 poulets standards ou 20 800 dindes) en présence simultanée.

Il s'inscrit dans le cadre de la reprise de nouvelles terres, 66.5 ha avec l'installation d'un nouvel associé et 21 ha repris en 2021. Ces nouvelles terres sont à intégrer au plan d'épandage de l'exploitation, et permettraient l'épandage d'une part plus importante du fumier de volailles produit par l'exploitation, pour une meilleure valorisation des effluents produits.

Ni les effectifs autorisés ni le mode d'élevage ne seront modifiés, il s'agit uniquement d'une modification du plan d'épandage.

Le GAEC souhaitant modifier le mode de gestion des effluents produits sur le site d'élevage « Les Petites Roussières » en épandant le fumier de volailles sur leur parcellaire épandable, en tant qu'effluent brut (479 T de fumier de volailles à épandre chaque année), toute modification des modes d'élevage ou de gestion des effluents doit faire l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

En cas d'accord du projet, le GAEC BARON BERTHOME possèdera un arrêté préfectoral l'autorisant à produire ces même effectifs, 62 400 emplacements de volailles, avec épandage du fumier en tant qu'effluent brut sur ses terres en propre et export vers une station de compostage.

Ainsi, le GAEC BARON BERTHOME a déposé une demande d'autorisation environnementale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour la mise à jour du périmètre du site « Les Petites Roussières » à Essarts-en-Bocage et de son plan d'épandage.

En conséquence, le demande du GAEC BARON BERTHOME ainsi que le dossier annexé sont soumis à enquête publique au titre des ICPE, du vendredi 28 février 2025 au vendredi 4 avril 2025 sur la commune des Essarts-en-Bocage.

Conformément à l'article R123-11 du Code de l'Environnement, les communes concernées par l'enquête publique réalisée dans le cadre de la demande du dossier d'autorisation, sont celles dont une partie du territoire est comprise dans un rayon de 3 kilomètres autour du périmètre du site d'élevage concerné, de même que celles dont le territoire est concerné par une ou des parcelles du plan d'épandage ; à savoir dans le cadre du projet du GAEC BARON BERTHOME :

- Essarts-en-Bocage, commune d'implantation
- Chauché, Saint-André-Goule-d'Oie et La Rabatelière, communes dont le territoire est atteint par le périmètre d'affichage de 3 kilomètres
- Chauché, Essarts-en-Bocage, Saint-André-Goule-d'Oie et Sainte-Florence, communes d'épandage

Aussi conformément aux dispositions de l'article R 181-38 du Code de l'Environnement le conseil de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les-Essarts est appelée à formuler un avis sur la demande d'autorisation environnementale, notamment au regard des incidences environnementales du projet sur son territoire.

L'ensemble du dossier est consultable via clé USB transmis à la Communauté de Communes.

Madame SOULARD demande si ce GAEC n'est pas en cours de dissolution.

Monsieur DALLET répond qu'effectivement le GAEC est en cours de dissolution. Toutefois, cette enquête a été diligentée il y a déjà plusieurs mois, avant cette décision (étude 4 saisons). Il souligne que le partage entre les différents associés du GAEC pourra peut-être permettre de faire fi des plans d'épandage en fonction des capacités accordées à chacun. Si cela n'est pas le cas il faudra reprendre l'étude.

Madame GILBERT informe que les élus d'Essarts-en-Bocage ont rencontré ces agriculteurs. Leurs difficultés majeures restent la gestion de l'eau.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- D'émettre un avis favorable sans réserve à la demande du GAEC BARON BERTHOME pour étendre son périmètre d'épandage ;
- De dire que cet avis sera transmis à la Préfecture dans le délai de 15 jours suivant la clôture de la consultation ;

- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Environnement

Rapport n° 9 : Attribution des primes vélos

Le Conseil communautaire du 19 décembre 2024 a validé la prolongation du dispositif d'aide à l'acquisition de vélos mécaniques ou à assistance électrique, neuf ou d'occasion, pour l'année 2025.

Vélo mécanique neuf ou d'occasion :

- 50€/vélo

Vélo à assistance électrique (VAE) neuf ou d'occasion :

- 15% sur VAE classique avec plafond à 100 €
- 15% sur VAE spéciaux avec plafond à 200 €

Conditions :

- Achat auprès d'un vendeur professionnel
- Pas d'aide sur les vélos enfants
- Allocation d'une enveloppe de 40 000 € par an
- 1 subvention par foyer
- Validation des aides en commission, avant passage en conseil communautaire

13 dossiers sont présentés pour un montant d'aides de **1 112,00 €** (10 vélos électriques et 3 vélos mécaniques).

Le montant total de subventions accordées depuis le dispositif est de 51 096,93 €.

Montant restant disponibles : **28 903,07 €**

Dossier	NOM	CP	Commune	Type	Prix	Subvention
2025-524	ROUSSEAU Francis					100,00 €
2025-525	LUMINEAU Yves					50,00 €
2025-526	BARON Jean					100,00 €
2025-527	DACOSTE Antéro					50,00 €
2025-528	ARNAUD Véronique					100,00 €
2025-529	DUGUY Didier					100,00 €
2025-530	SIMONEAU Guylaine					100,00 €
2025-531	SUIRE Marcelle					100,00 €
2025-532	BLED Yohan					72,00 €
2025-533	DARNET Thomas					100,00 €
2025-534	DAVID Aline					100,00 €
2025-535	BOURASSEAU Joëlle					100,00 €
2025-536	FEVRE Roland					50,00 €

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « aides vélo » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder à leur versement.

Finances

Rapport n° 10 : Approbation des subventions 2025

Vu l'avis de la commission « Finances » du 11 mars 2025 qui propose de verser les subventions comme suit :

43500 - BUDGET GENERAL	2025	
	Montant sollicité 2025	Proposition de la commission
65748 - Fonctionnement	242 380,00 €	233 680,00 €
BCCFV (section Baskin)	3 245,00 €	3 245,00 €
Vélo Club Essartais (Circuit du Bocage)	6 500,00 €	6 000,00 €
Carquois de Grasla	2 000,00 €	2 000,00 €
Bocage Roller Club	1 000,00 €	1 000,00 €
Saint Louis Gymnastique	8 000,00 €	8 000,00 €
Grimpabloc85	1 500,00 €	1 500,00 €
Tennis Club Essartais (section Padel)	1 500,00 €	1 500,00 €
Collège Ste Marie Chavagnes	1 200,00 €	0,00 €
GIDON	40 000,00 €	40 000,00 €
Association Intercommunale du Champ des Pierres	900,00 €	900,00 €
Initiative Vendée Bocage	24 230,00 €	24 230,00 €
L'Outil en main (Chauché)	7 000,00 €	3 000,00 €
L'Outil en main (Essarts en Bocage)	6 000,00 €	3 000,00 €
Association Prévention Routière	600,00 €	600,00 €
Le Refuge de Grasla	42 000,00 €	42 000,00 €
Flore Culturelle (espace Gaston Chaissac) Fonct	30 000,00 €	30 000,00 €
Le Comité d'Echanges	3 000,00 €	3 000,00 €
Mission Locale du Haut-Bocage	39 655,00 €	39 655,00 €
Frelons asiatiques (à verser aux particuliers)	10 000,00 €	10 000,00 €
PSC1 (formation 1er secours)	3 000,00 €	3 000,00 €
Aide au BAFA	4 140,00 €	4 140,00 €
Amicale des sapeurs pompiers	2 500,00 €	2 500,00 €
Secours catholique (antenne Essarts en Bocage)	1 470,00 €	1 470,00 €
Secours catholique (antenne Saint-Fulgent)	1 470,00 €	1 470,00 €
Secours catholique (antenne Chavagnes-en-Pailers)	1 470,00 €	1 470,00 €
65733 - Départements	9 380,00 €	9 380,00 €
Fonds de Solidarité Logement de Vendée	6 742,00 €	6 742,00 €
Fonds d'aide aux jeunes	2 638,00 €	2 638,00 €
657362 - CIAS	82 700,00 €	82 700,00 €
Centre Intercommunal d'Action Sociale	82 700,00 €	82 700,00 €
TOTAL BUDGET GENERAL	334 460,00	325 760,00

En 2024 la médiathèque a organisé un désherbage. Tous les livres qui ont été sortis des « étagères » ont fait l'objet d'une vente à la population. Les membres de la commission culture

ont souhaité reverser, sous forme de don, les bénéfices aux 3 antennes Secours catholique du territoire.

Monsieur GAUTRON précise qu'il est vérifié lors de la demande de subvention que les associations n'aient pas trop de réserves financières. Par ailleurs, les associations qui bénéficient de plus de 23 000 € de subvention doivent signer une convention avec la collectivité.

Madame MICHAUD sollicite des informations sur la demande du Collège Sainte-Marie des Brouzils.

Monsieur CARVALHO répond que la demande porte sur une action sur le harcèlement scolaire et les violences sexuelles en milieu scolaire.

Madame DUPREY indique que d'autres collèges pourraient faire la même demande. La Communauté de communes n'a pas vocation à subventionner ce type d'action.

En revanche, Monsieur MERLET souligne que cette action pourrait rentrer dans la Convention Territoriale Globale.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- D'attribuer les subventions telles que détaillées ci-dessus au titre de l'année 2025,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer pour les subventions aux associations supérieures à 23 000 € (GIDON, Initiative Vendée Bocage, Refuge de Grasla, Flore culturelle / Espace Gaston Chaissac) les conventions d'objectifs et de moyens annexées.

Finances

Rapport n° 11 : Aide au BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur)

1) Éléments de contexte

La Vendée est encore concernée par un besoin croissant en personnel d'animation. Le BAFA est une qualification requise pour l'encadrement en accueil collectif de mineur. La Convention Territoriale Globale du Pays de St Fulgent - Les Essarts met en avant l'importance de communiquer et de soutenir ce métier d'animateur. En effet, les difficultés de recrutement sur le territoire sont avérées : temps partiels, faibles revenus, amplitude horaires, mobilité...

Afin d'encourager les jeunes souhaitant se former à l'animation, la Communauté de communes avait proposé en 2024 une aide financière de 230 €. 15 jeunes du territoire ont bénéficié de ce soutien. Pour les concernés et les parents (financeurs) cela permet un coup de pouce non négligeable en raison du coût de la formation élevé (1 000 à 1 100 €). Même constat du côté

des structures d'accueils qui indiquent que le financement des formations est un frein à l'emploi et ce dispositif proposé sur le Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts permet de soutenir l'attractivité du métier (même si le recrutement de personnel qualifié reste difficile chaque année).

En complément de cette aide, la Communauté de communes a proposé un accompagnement sur le parcours de formation, les démarches administratives et la recherche de stage en lien avec les accueils de loisirs du territoire en cas de difficulté.

2) Présentation de la formation BAFA

Le BAFA permet, dès l'âge de 16 ans, d'exercer des missions d'animation. C'est un diplôme non professionnel d'encadrement occasionnel des jeunes de 4 à 18 ans dans des accueils collectifs de mineurs pendant les vacances scolaires ou pendant les temps périscolaires.

Cette formation comprend 3 sessions :

- Une session générale de 8 jours permettant d'acquérir les notions de base pour assurer les fonctions d'animation : règles de sécurité, rythme de vie des enfants, idées de jeux... Cette session payante est réalisée auprès d'un organisme de formation (ex : Familles rurales, Afocal, Ufcv, les Francas, Ifac...).
- Un stage pratique en structure de 14 jours minimum, au sein d'un accueil collectif de mineurs. Ce stage doit être réalisé dans un délai minimum de 18 mois après la 1ère formation générale et peut être rémunéré.
- Une session d'approfondissement pour une durée de 6 à 9 jours (ou de qualification). Cette session est également payante et est réalisée auprès d'un organisme de formation. Elle permet d'approfondir une thématique souhaitée : petite enfance, activité sportive ou culturelle... Cette dernière session doit se dérouler dans les 30 mois après l'inscription à la formation générale.

Chaque étape doit être évaluée. Le dossier complet BAFA est ensuite présenté à un jury départemental du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES).

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Petite enfance – Jeunesse » en date du 3 décembre 2024 pour la reconduite du dispositif reprenant les mêmes conditions :

- être domicilié sur le territoire,
- avoir entre 16 et 25 ans,
- avoir terminé son BAFA,
- fournir les justificatifs de dépenses des 2 formations (et ce quel que soit l'organisme choisi),
- réaliser son stage pratique dans une structure du territoire (hormis si celles-ci n'ont plus de poste disponible).

Pour ce faire, une enveloppe de 4 140 € serait nécessaire, permettant d'accompagner 18 jeunes et contribuer au maintien des qualifications requises pour l'encadrement des collectifs de mineurs du territoire.

Madame DUPREY indique que cette opération a plutôt bien fonctionné l'année passée. Il est donc important de soutenir cette formation. Les mairies devraient recevoir dans les prochains jours des supports de communication à diffuser largement dans leurs structures et tous leurs supports de communication.

Monsieur DALLET souligne qu'il est important que les structures locales accueillent ces jeunes en stage.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider le dispositif d'aide financière au BAFA de 230 € aux conditions exposées ci-dessus,
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget pour la mise en œuvre de ce programme,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'ensemble des documents relatifs au dossier.

Finances

Rapport n° 12 : Aide destruction nid de frelons

Le Conseil communautaire du 26 janvier 2017 avait décidé d'aider financièrement la destruction des nids de frelons asiatiques pour les particuliers et les organismes de droit privé (associations, entreprises et communes) résidant sur le territoire.

En mai 2024, le périmètre de prise en charge a été revu car les communes de Saint-Fulgent et de Sainte-Florence ont instauré leur propre dispositif.

Il est proposé de revoir les termes de prise en charge qui était jusqu'alors de 50 % du montant des dépenses plafonné à 100 € soit une prise en charge maximale de 50 €.

Pour mémoire, l'utilisateur ou l'entreprise intervenante doit transmettre au service environnement une photographie du nid pour attester de la nature de ce dernier et ainsi valider le versement.

Ainsi le montant de prise en charge serait de 100 % du montant total de la dépense plafonné à 100 €, sur fourniture d'une photographie du nid et de la facture de l'entreprise pour les 12 communes du territoire.

Monsieur MERLET demande qu'une communication soit réalisée sur le sujet.

Pour répondre à Madame GRÉAU, les communes qui subventionnaient jusqu'alors à 100 % n'ont pas besoin de délibérer une nouvelle fois. Il leur suffira de renvoyer les usagers vers la Communauté de communes.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider le versement d'une participation financière relative à la destruction des nids de frelons asiatiques à hauteur de 100 % d'un montant du montant des dépenses sur justificatifs, plafonné à 100 euros.
- De décider que les bénéficiaires de cette participation sont les particuliers et les organismes de droit privé (associations, entreprises, communes, etc.) situés sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts.

Finances

Rapport n° 13 : Aide Formation premiers secours citoyen (PSC)

Le Conseil communautaire de mai 2012 a acté la participation financière à hauteur de 50% du coût de la formation PSC pour les personnes membres d'une association du canton de Saint-Fulgent ou habitant le canton de Saint-Fulgent.

Il convient d'intégrer l'ensemble des 12 communes dans le dispositif.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De reconduire l'aide financière premiers secours citoyen (PSC) aux personnes domiciliées sur le territoire du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts ou membres d'une association du territoire,
- De fixer le taux de subvention à 50% d'un montant de dépenses plafonné à 60 € pour la formation individuelle sur le PSC,
- De fixer le taux de subvention à 50% d'un montant de dépenses plafonné à 40 € pour le recyclage sur le PSC,
- De préciser que les subventions se feront dans la limite des crédits budgétaires soit 4 000 €.

19h18 : arrivée de Lucie LUCAS

Rapport n° 14 : Convention de partenariat avec la Région accompagnement à la création-reprise d'entreprise

Loi NOTRe du 7 août 2015 renforce le rôle de La Région qui est désormais la seule habilitée à attribuer certaines aides et dotée de la responsabilité exclusive concernant les orientations en matière de développement économique sur son territoire.

Toutefois, les communes et les EPCI peuvent intervenir en complément de La Région dans le cadre d'une convention de partenariat pour :

- Favoriser l'accès à l'accompagnement d'une majorité de porteurs de projets de création-reprise d'entreprises ;
- Soutenir le développement des jeunes entreprises créées ou reprises.

La durée de la convention est de 3 ans et la Communauté de communes est autorisée à accompagner des structures ayant pour objet exclusif de participer à la création ou à la reprise d'entreprises (L1511-2 du CGCT).

Par cette convention, il convient de soutenir Initiative Vendée Bocage qui intervient sur le territoire de la Communauté de communes.

Le montant prévisionnel de la subvention annuel est de 24 500 € et fait l'objet d'une approbation par le conseil chaque année lors du vote des subventions.

Pour information, en 2023, 73 projets ont été soutenus par IVB (49 créations, 23 reprises et 1 croissance).

Pour répondre à Madame GILBERT, cette convention nous permet de déroger à la Loi NOTRe qui accorde à La Région la compétence économique et notamment l'attribution d'aides économiques. Il convient donc de conclure une convention avec La Région pour permettre à la Communauté de communes d'avoir la délégation pour verser à IVB une subvention.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer la convention de partenariat avec la Région relative à l'accompagnement à la création – reprise d'entreprise.

Rapport n° 15 : Groupement de commande copieurs

Pour rappel, un groupement de commande a été constitué entre la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts et certaines collectivités du territoire pour le besoin suivant :

- L'achat et /ou la location, l'installation et la maintenance de photocopieurs multifonctions

Le périmètre géographique mutualisé ayant évolué, il convient d'ajouter de nouvelles collectivités à ces groupements.

Il est donc proposé de clôturer la convention existante (à durée illimitée) suivant les dates de fin du marché en cours d'exécution et de constituer une nouvelle convention intégrant les nouvelles collectivités.

Pour ce faire, une convention constitutive du groupement de commandes (cf. annexe) doit être établie dans le respect de la réglementation applicable aux Marchés Publics conformément aux articles L.2113-6 aux L.2113-8 du Code de la Commande Publique et à l'article L.1414-3 du CGCT. Elle prévoit notamment que le coordonnateur du groupement sera le représentant légal de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts et qu'il attribuera, signera et notifiera le marché concerné, chaque membre n'ayant dès lors plus qu'à s'assurer de sa bonne exécution pour ce qui le concerne.

La Communauté de communes assure ses missions à titre gracieux vis-à-vis des autres membres du groupement et prendra en charge les frais liés au fonctionnement du groupement (publicité...).

L'analyse des offres se fera par la Communauté de Communes en tant que coordonnateur et sera transmis pour information aux membres du groupement.

La Communauté de communes se réserve le droit de faire appel à une centrale d'achat spécialisée dans le domaine mentionné ci-dessus pour effectuer les acquisitions sans que les membres du groupement puissent s'y opposer.

Monsieur RATOUIT avait compris qu'il était convenu que ce soit seulement de l'achat dans le futur.

Monsieur DALLET confirme qu'il s'agira d'achat de matériel mais il convient aussi de prévoir la location.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De constituer un groupement de commandes entre la Communauté de communes et les collectivités intéressées (chaque membre adhère au groupement de commandes par délibération de son assemblée),
- De désigner la Communauté de communes comme coordonnateur du groupement,
- De conclure une convention avec les collectivités intéressées à compter de sa signature et sans condition de durée.
- De lancer les procédures de consultation
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute décision et à signer tous les documents liés à cette procédure.

Finances

Rapport n° 16 : Groupement de commande matériel et licences informatiques

Pour rappel, un groupement de commande a été constitué entre la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts et certaines collectivités du territoire pour les besoins suivants : La fourniture de matériel et licences informatiques

La convention constitutive du groupement actuelle prend fin au 26 juin 2025.

Le périmètre géographique mutualisé ayant évolué, il convient d'ajouter de nouvelles collectivités à ces groupements.

Il est donc proposé de renouveler une nouvelle convention intégrant les nouvelles collectivités.

Pour ce faire, une convention constitutive du groupement de commandes (cf. annexe) doit être établie dans le respect de la réglementation applicable aux Marchés Publics conformément aux articles L.2113-6 aux L.2113-8 du Code de la Commande Publique et à l'article L.1414-3 du CGCT. Elle prévoit notamment que le coordonnateur du groupement sera le représentant légal de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts et qu'il attribuera, signera et notifiera le marché concerné, chaque membre n'ayant dès lors plus qu'à s'assurer de sa bonne exécution pour ce qui le concerne.

La Communauté de communes assure ses missions à titre gracieux vis-à-vis des autres membres du groupement et prendra en charge les frais liés au fonctionnement du groupement (publicité...).

L'analyse des offres se fera par la Communauté de Communes en tant que coordonnateur et sera transmis pour information aux membres du groupement.

Des procédures de marchés seront lancées de manière séparée suivant la nature des besoins. La Communauté de communes se réserve le droit de faire appel à une centrale d'achat spécialisée dans les domaines mentionnés ci-dessus pour effectuer les acquisitions sans que les membres du groupement puissent s'y opposer.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De constituer un groupement de commandes entre la Communauté de communes et les collectivités intéressées (chaque membre adhère au groupement de commandes par délibération de son assemblée),
- De désigner la Communauté de communes comme coordonnateur du groupement,
- De conclure une convention avec les collectivités intéressées à compter de sa signature et sans condition de durée.
- De lancer les procédures de consultation
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute décision et à signer tous les documents liés à cette procédure.

Finances

Rapport n° 17 : Construction d'une maison de santé à Saint-Fulgent : attribution du marché de maîtrise d'œuvre

La Communauté de communes s'est engagée dans le projet de construction d'une maison de santé sur la commune de Saint-Fulgent et que le Conseil Communautaire a, en date du 16 mai 2024, approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux s'élevant à 1 750 000 € HT, décidé de lancer le mode de sélection par concours en vue de l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre et donné tous pouvoir à Monsieur le Président, notamment le choix des candidats admis à présenter un projet.

Un avis de concours a été publié au BOAMP n° 24-78551 du 6 juillet 2024 et au JOUE n° 2024/S 131-405833 du 8 juillet 2024 ainsi que sur le profil d'acheteur www.marches-securises.fr le 8 juillet 2024.

Suite à la remise des candidatures le 9 août 2024, à l'analyse des candidatures ainsi qu'aux régularisations entreprises, 36 candidatures se sont avérées régulières et ont été présentées au jury de concours qui s'est tenu le 11 septembre 2024.

Après présentation des candidatures et suite aux votes du jury, les 3 équipes suivantes ont été les mieux classées au regard des critères de jugement des candidatures annoncés au règlement du concours :

- le groupement composé du cabinet DGA Architectes & Associés (Mandataire, OPC), BARRE (Economiste), AREST (BET Structure), FIB (BET Fluides) et ALHYANGE Acoustique (Acousticien),
- le groupement composé du cabinet GREGOIRE Architectes (Mandataire), du cabinet AADP (Architecte associé, OPC), AFORPAQ (Economiste), AREST (BET Structure), AREA (BET Fluides) et GANTHA (Acousticien),
- le groupement composé du cabinet BLANCHARD TETAUD BLANCHET Architecture (Mandataire), ECB (Economiste, OPC), ATES (BET Structure), AREA (BET Fluides) et GANTHA (Acousticien).

Les 3 candidats ont été informés du lancement de la phase projet par courrier le 26 septembre 2024 via le profil d'acheteur www.marches-securises.fr, avec une date de limite de remise des projets chez l'huissier le 9 décembre 2024, à 12h00. A l'issue de la phase de questions/réponses, les 3 candidats ont été informés par courrier le 7 novembre 2024 via le profil d'acheteur www.marches-securises.fr, du report de la date de limite de remise des projets chez l'huissier au 17 décembre 2024, à 12h00.

Suite au jury de concours qui s'est tenu le 22 janvier 2025, le groupement composé du cabinet GREGOIRE Architectes (Mandataire), du cabinet AADP (Architecte associé, OPC), AFORPAQ (Economiste), AREST (BET Structure), AREA (BET Fluides) et GANTHA (Acousticien), a été désigné lauréat du concours par décision du Président en date du 27 janvier 2025.

Un avis de résultat de concours a ainsi été publié le 5 février 2025 au JOUE n°80425-2025 ainsi qu'au BOAMP n°25-12699.

Un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables a donc été lancé via le profil d'acheteur www.marches-securises.fr avec le lauréat du concours le 10 février 2025 avec une date limite de remise de l'offre au 21 février 2025, à 12h00.

Suite à l'analyse de l'offre, le Président propose d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre au groupement représenté par le cabinet GREGOIRE Architectes pour un forfait de rémunération provisoire de 201 250,00 € HT pour les missions de base + OPC. Cette rémunération tient compte de la prime de 10 000 € HT reçue pour la participation au concours.

Madame CHARDONNEAU demande s'il est normal que les médecins refusent des consultations à des habitants du territoire alors que la collectivité leur met à disposition des locaux.

Monsieur DALLEY explique que la collectivité compte des médecins salariés et libéraux. Concernant les médecins salariés, la consigne est bien d'accueillir en priorité la patientèle du territoire. Toutefois, les agendas sont complets.

Il est rappelé que les médecins libéraux ont une prime à l'installation de 5 000 €.

Le but de ce nouveau bâtiment c'est d'attirer et de susciter l'envie chez de nouveaux médecins, et faciliter la coordination.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre au groupement composé du cabinet GREGOIRE Architectes (Mandataire), du cabinet AADP (Architecte associé, OPC), AFORPAQ (Economiste), AREST (BET Structure), AREA (BET Fluides) et GANTHA (Acousticien), pour un forfait de rémunération provisoire de 201 250.00 € HT pour les missions de base + OPC. Cette rémunération tient compte de la prime de 10 000 € HT reçue pour la participation au concours,
- d'autoriser le Président à signer et notifier le marché de maîtrise d'œuvre relatif à cette opération et toutes les pièces s'y rapportant,

- de préciser qu'un avis d'attribution sera publié dans les conditions prévues aux articles R. 2183-1 à R. 2183-7 du Code de la commande publique,
- de préciser que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits au budget principal de la communauté de communes.

Finances

Rapport n° 18 : Attribution du marché de travaux relatif à la construction d'une nouvelle STEP 2800 EH sur la commune des Brouzils

Le marché de travaux relatif à la construction d'une nouvelle station d'épuration de traitement des eaux usées prenant en charge les ERU du Bourg des Brouzils a été lancé en procédure adaptée et a été publié sur le profil acheteur www.marches-securises.fr le 18 octobre 2024 ainsi que sur le site « lemoniteur.fr » (valant JAL) le 19 octobre 2025.

La remise des offres a été fixée au 31 janvier 2025 à 12h00. La consultation n'est pas allotie.

Le montant estimatif du marché est de 1 841 000.00 € HT.

L'analyse des offres a été effectuée par le maître d'œuvre CEMEAU. Pour retenir l'offre la plus avantageuse, le jugement des offres est effectué selon les critères suivants, avec leur pondération :

- Valeur technique : 65 %
- Prix : 35 %

3 offres sont parvenues dans le délai imparti :

- Le groupement d'entreprises FOURNIE ET CIE/SYSTEME WOLF/GIRARDEAU/MOREAU ARCHITECTURE
- Le groupement d'entreprises SOC/BOSSARD/EGDC/SOFULTRAP
- Le groupement d'entreprises SAUR/ROTURIER/ANCRAGE – Ce groupement a présenté une offre de base et une offre variante.

Considérant le classement des entreprises, il est proposé de retenir l'offre variante du groupement d'entreprises SAUR (92 Issy les Moulineaux) – ROTURIER (85 Pouzauges) – ANCRAGE (56 Arradon) pour un montant de 1 710 050.00 € HT.

[Madame CHARDONNEAU demande si cette station d'épuration servira à une autre commune.](#)

[Monsieur DALLET répond que cet outil desservira essentiellement la commune des Brouzils.](#)

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- D'attribuer le marché au groupement d'entreprises SAUR – ROTURIER – ANCRAGE pour un montant de 1 710 050.00 € HT,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-Président, à signer toutes les pièces du marché.

Finances

Rapport n° 19 : Fonds de concours

L'article 5215-26 du code général des collectivités territoriales prévoit « que des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses Communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil communautaire et des Conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. »

Considérant que le versement d'un fonds de concours est autorisé si trois conditions sont réunies :

- 1) Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement (superstructure ou infrastructure).
- 2) Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.
- 3) Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Conseil de communauté et du ou des Conseils municipaux concernés.

Considérant que pour la période 2023-2026, dans le cadre du pacte fiscal et financier, les modalités de répartition et d'attribution ont été définies par la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts, sur la base de 2 enveloppes :

- Enveloppe n°1 : 756 000 € /an : Équipements non fléchés ;
- Enveloppe n°2 : 324 000 € /an : Équipements fléchés en lien avec les thématiques du projet de territoire nécessitant également des investissements communaux :
 - la mobilité (exemple création de liaisons douces, et autres pistes cyclables...) ;
 - la rénovation thermique et la transition énergétique (travaux visant à réduire la consommation énergétique ou à permettre une production d'énergie) ;
 - la construction ou la rénovation de logements.

Considérant que la période d'application est de quatre années conformément au pacte fiscal et financier 2023-2026,

Considérant que le type de versement peut être annuel ou porter sur d'autres périodes pour disposer d'un concours substantiel sur un projet important dans la limite des crédits inscrits au budget.

Considérant que les communes de Bazoges-en-Pailers, Les Brouzils, Essarts-en-Bocage sollicitent le versement d'un fonds de concours au titre de l'année 2025 :

Commune	Objet de l'aide	Montant des travaux HT	Financement
Bazoges-en-Paillers	Aménagement du quartier Ouest (tranche 1)	266 346,21 €	Etat : 46 418 € Département : 66 522,60 € Autres : 15 000 € Commune : 69 203,61 € Fonds de concours enveloppe 1 : 69 202 €
Les Brouzils	Construction d'un pumptrack	225 195,42 €	Région : 45 216 € ANS : 56 593 € Commune : 63 386,42 € Fonds de concours enveloppe 1 : 60 000 €
Les Brouzils	Réaménagement rue du bocage	139 656,50 €	Commune : 70 656,50 € Fonds de concours enveloppe 1 : 69 000 €
Les Brouzils	Création d'un terrain de foot synthétique à 5	129 047,26 €	ANS : 88 000 € Commune : 27 047,26 € Fonds de concours enveloppe 1 : 22 000 €
Les Brouzils	Acquisition de la boucherie	97 380 €	Commune : 49 380 € Fonds de concours enveloppe 1 : 48 000 €
Chavagnes-en-Paillers	Aménagement du Centre-Bourg Secteur Nord (rues Jacques Bousseau, Pontereau et Pompe en Bois, place des Martyrs) – création d'aménagements de sécurité et amélioration des déplacements piétons	640 365 €	Conseil Départemental : 10 000 € (amendes de police) Fonds de concours du Département de la Vendée (structure voirie RD) : 95 495,60 € Commune : 322 133,40 € Fonds de concours enveloppe 1 : 212 736 €
Essarts en Bocage	Aménagement desserte sécurisée du collège privé	230 524 €	Etat : 18 441 € Département : 10 000 € Commune : 101 083 € Fonds de concours enveloppe 1 : 71 000 € Fonds de concours enveloppe 2 : 30 000 €

Monsieur MERCIER s'étonne que le Département verse du fonds de concours sur de la voirie.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les fonds de concours 2025 conformément au tableau ci-dessus,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer toutes les pièces du dossier.

Finances

Rapport n° 20 : Garantie d'emprunt pour le financement de logements sur la commune d'Essarts-en-Bocage, ilot A

L'accord de garantie avait été porté par la commune d'Essarts-en-Bocage. Les fonds ayant déjà été versés, il convient de régulariser le contrat par voie d'avenant.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 5111-4 et L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu l'avenant modificatif N°1 au Contrat de Prêt N°160717 en annexe signé entre Podeliha, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

DELIBERE

Article 1 :

L'assemblée délibérante de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les Essarts accorde sa garantie à hauteur de 30% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de huit cent cinquante-quatre mille euros (854 000 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N°160717 constitué de 4 Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal deux cent cinquante-six mille deux cent euros (256 200 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat et son avenant modificatif sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Administration générale

Rapport n° 21 : Décisions du Président

Par délibération du 4 juin 2020 et conformément à l'article L 5211-9 et L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil communautaire a donné délégation au Président pour prendre certaines décisions.

Le Président doit rendre compte à chacune des réunions du Conseil communautaire des décisions prises en vertu de cette délégation.

Rapport n° 22 : Agenda

Monsieur DALLEY invite les élus à venir au forum « bien vieillir » qui a lieu le 1^{er} avril à Sainte-Florence. Celui-ci s'adresse aussi aux aidants et c'est aussi l'occasion d'anticiper certaines situations.

La semaine suivante, toujours à Sainte-Florence, matinée Jobs d'été ouverte aux jeunes à partir de 16 ans et aux demandeurs d'emploi. Madame DUPREY souhaite que l'information soit diffusée largement en local (salle de sport, foyer de jeunes).

Mardi 1 ^{er} avril	Salle du Vallon Sainte-Florence	Forum « Bien vieillir »
Jeudi 3 avril	18h30 Mairie Chauché	Bureau
Mercredi 9 avril	9h30 à 13h30 Salle du Vallon Sainte-Florence	Jobs d'été
Mardi 22 avril	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission tourisme et sport
Jeudi 24 avril	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission petite enfance jeunesse
Jeudi 24 avril	18h30 Mairie L'Oie	Commission Habitat
Mardi 29 avril	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Bureau
Mardi 6 mai	18h45 Salle du conseil Communauté de communes	Conseil communautaire
Mardi 13 mai	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission culture/bibliothèques
Jeudi 15 mai	18h30 Salle de la Petite Maine La Rabatelière	Réunion projet de territoire
Jeudi 22 mai	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission économique/agriculture/emploi
Mardi 27 mai	18h30 Refuge de Grasla Les Brouzils	Lancement de la saison touristique
Mardi 3 juin	8h30 Salle du conseil Communauté de communes	PAYS_bureau
Jeudi 5 juin	18h30 Mairie La Rabatelière	Commission habitat
Jeudi 12 juin	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Bureau

Mardi 17 juin	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission Habitat (ADILE)
Jeudi 19 juin	18 heures Salle du conseil Communauté de communes	PAYS_comité syndical
Mardi 24 juin	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	CIAS_conseil d'administration
Jeudi 26 juin	18h45 Salle du conseil Communauté de communes	Conseil communautaire
Jeudi 3 juillet	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission Petite enfance jeunesse
Mardi 9 septembre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission économique/agriculture/emploi
Jeudi 11 septembre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Bureau
Jeudi 18 septembre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission finances
Mardi 23 septembre	8h30 Salle du conseil Communauté de communes	PAYS_Bureau
Mardi 23 septembre	18h30 Mairie SAGO	Commission habitat
Jeudi 25 septembre	18h45 Salle du conseil Communauté de communes	Conseil communautaire
Jeudi 2 octobre	18 heures Salle du conseil Communauté de communes	PAYS_comité syndical
Mardi 14 octobre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	CIAS_conseil d'administration
Jeudi 16 octobre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Bureau
Jeudi 6 novembre	18h45 Salle du conseil Communauté de communes	Conseil communautaire
Jeudi 13 novembre	18h30 Mairie Sainte-Florence	Commission habitat
Jeudi 20 novembre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission petite enfance jeunesse
Jeudi 27 novembre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Commission économique/agriculture/emploi
Mardi 2 décembre	8h30 Salle du conseil Communauté de communes	PAYS_Bureau
Jeudi 4 décembre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	Bureau

Mardi 9 décembre	18h30 Salle du conseil Communauté de communes	CIAS_conseil d'administration
Mercredi 10 décembre	18 heures Salle du conseil Communauté de communes	PAYS_Comité syndical
Mardi 16 décembre	18h30 Mairie Sainte-Fulgent	Commission habitat
Jeudi 18 décembre	18h45 Salle du conseil Communauté de communes	Conseil communautaire

Madame CHARDONNEAU souhaite revenir sur la motion prise contre l'agrivoltaïsme. Celle-ci se demande si les communes n'ont vraiment aucun moyen, au travers de leur plan local d'urbanisme, pour empêcher de tels projets.

Monsieur DALLET informe que le gouvernement envisage de modifier la loi sur le sujet. Mais pour l'instant, c'est l'Etat qui instruit. S'agissant de la Vendée, Monsieur le Préfet traite directement avec la Chambre d'agriculture.

A titre d'information, les caissons « stockeurs » installés au pied des pylônes ne sont pas déclarés en mairie. Le Préfet est très attentif à la rationalisation des superficies photovoltaïques sur les bâtiments agricoles.

Madame LUCAS souhaiterait un retour sur KAROS et notamment son utilisation. Elle regrette que cette plate-forme de co-voiturage ne puisse pas se déplacer le samedi sur des manifestations locales.

Monsieur DALLET indique que KAROS fonctionne bien dans les zones économiques importantes. Une communication mériterait d'être refaite sur le sujet.

Monsieur CARVALHO souligne que les chiffres KAROS ont encore augmenté en 2024. Toutefois, leur principal défaut reste la communication et l'animation. Des efforts de leur part sont attendus pour l'année en cours.

Monsieur ENFRIN propose de faire un page focus sur toutes les aides et dispositifs de la communauté de communes à destination du particulier.

Monsieur DALLET encourage les communes à solliciter des supports de communication.

Monsieur BONNAUD souhaite revenir sur les médecins salariés. Docteur MARC ne renouvelle pas son contrat et Docteur HUMBERT part également en mai. Il alerte sur le manque de médecins à Chauché.

Monsieur DALLET indique qu'une nouvelle communication de recrutement est en cours.

Madame GILBERT souligne que les médecins veulent des pôles médicaux pour travailler en équipe. Le pôle des Essarts est aussi saturé et accueille que des médecins libéraux. Ils

privilégient les familles ou les habitants avec des problèmes de santé importants. Des essartais sont aussi sans médecin.

Madame DUPREY rapporte que le Contrat Local de Santé prévoit des fiches actions pour attirer des jeunes internes dans nos communes rurales en privilégiant l'offre de services. Le docteur FOYOU lui-même ne sait pas comment attirer les jeunes internes en milieu rural. Malgré tout, la population a compris que les élus ne sont pas responsables de cette situation.

Monsieur ENFRIN ajoute que certains médecins prétextent la proximité des pharmacies pour s'installer. Il aimerait connaître l'avis des médecins sur les téléconsultations.

Monsieur MERLET informe qu'une borne sera bientôt installée à Chauché ; l'avis des médecins n'a pas été sollicité.

Madame DRAPEAU demande si le dispositif rendez-vous « lapins » est appliqué au cabinet médical (rendez-vous non honorés). Monsieur DALLET n'en a pas connaissance.

Madame MICHAUD invite les conseillers communautaires à une soirée théâtrale le 25 avril 2025 à 19h30 sur le thème de l'alcool et les jeunes.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20h18

Le Président,
Jacky DALLET



Le Secrétaire de séance
Émilie DUPREY

